

BAN NEWSLETTER

Lettre d'information sur les mines et les armes à sous-munitions

NUMÉRO 21
SEPTEMBRE 2007

EDITORIAL

'Incontournable,' 'large et irrévocable,' 'impossible à arrêter,' 'la responsabilité de notre époque,' 'effet boule de neige' - ce sont là quelques-uns des termes employés par des Etats, la société civile et des agences internationales pour qualifier le processus d'Oslo sur les armes à sous-munitions. Pourtant il y a deux ans (voir *Ban Mines Newsletter* n°16), juste après l'adoption par le Sénat belge de la toute première interdiction portant sur les armes à sous-munitions, nous posions dans notre éditorial la question "Sommes-nous sur la voie d'un nouvel Ottawa ?" Nous n'en étions pas sûrs, mais nous espérions bien que les parlementaires d'un petit pays pourraient déclencher, une fois encore, un processus international menant à l'interdiction d'une arme inhumaine. Un diplomate de haut rang basé à Bruxelles venait de nous déclarer "Vous n'arriverez à rien avec votre action contre les armes à sous-munitions." Malgré cela, deux années plus tard, le processus d'Oslo sur les armes à sous-munitions est maintenant bien sur les rails et bénéficie du soutien de plus de 80 pays. Le partenariat entre les Etats et la société civile se développe, et l'on dispose maintenant d'éléments irréfutables démontrant les conséquences dévastatrices des armes à sous-munitions sur les personnes et les communautés (voir *Circle of Impact*, notre récent rapport sur les effets des armes à sous-munitions sur le plan humain).

Le travail est pourtant loin d'être achevé. Le traité auquel nous appelons doit absolument être un traité fort, un traité qui interdise les armes à sous-munitions, qui apporte une réponse aux besoins des communautés affectées et qui ne laisse aucune échappatoire. Les armes que nous visons sont caractérisées par leurs effets étendus à de grandes superficies et par le nombre élevé de sous-munitions non explosées qui subsistent après le conflit. Un traité qui ne s'attaquerait pas à toutes ces caractéristiques serait inacceptable. Avec nos collègues du monde entier, c'est avec une grande attention que nous observerons les développements futurs. Nos efforts ne s'arrêteront qu'avec une interdiction internationale des armes à sous-munitions et l'application effective de clauses répondant aux besoins des personnes et communautés affectées.

DANS CE NUMÉRO:

PP 1

- EDITORIAL
- DANS CE NUMÉRO

P 2

- "LA M85, L'ARME LA PLUS RESPECTUEUSE DU MONDE POUR L'ENVIRONNEMENT" (SIC)

PP 3-4

- CONFERENCE DE LIMA: LE TRAITE PREND FORME

PP 4-10

- DEVELOPPEMENTS RECENTS AU SUJET DES ARMES A SOUS-MUNITIONS : PROGRES ET OBSTACLES

P 11

- INVESTISSEMENTS DANS DES SOCIETES PRODUISANT DES ARMES A SOUS-MUNITIONS
- DERNIERES NOUVELLES DU TRAITE D'INTERDICTION DES MINES

P 12

- NOUVELLES BRÈVES

P 13

- PUBLICATIONS RÉCENTES
- AGENDA
- LISTE DES CONTRIBUTEURS

**HANDICAP
INTERNATIONAL**

Membre fondateur d'ICBL,
Co-lauréat du Prix Nobel de la Paix

"LA M85, L'ARME LA PLUS RESPECTUEUSE DU MONDE VIS-A-VIS DE L'ENVIRONNEMENT" (sic)

Les sous-munitions M85 ont été utilisées en Irak (2003) et au Liban (2006). Selon la firme israélienne Israel Military Industries (IMI), "Nos sous-munitions M85 sont les armes les plus respectueuses du monde pour l'environnement : elles ne laissent en effet rien derrière elles qui puisse constituer un danger environnemental et ne connaissent qu'un nombre très faible de ratés : en fait, beaucoup moins que les munitions explosives classiques. (...) Pour la sous-munition M85, le pourcentage avéré de ratés susceptibles de constituer un danger est de 0,06%."¹

Pourtant, le 19 avril 2007, au cours d'une réunion d'experts consacrée aux armes à sous-munitions et organisée par le Comité International de la Croix Rouge (CICR), un représentant de l'Etablissement norvégien de recherche pour la défense (NDRE) a fait rapport sur des essais effectués sur deux types d'armes à sous-munitions présentes dans les stocks de l'Armée norvégienne: la DM642, contenant 63 sous-munitions DM1383, et la DM662, contenant 49 sous-munitions DM1385 (presque identiques aux sous-munitions israéliennes M85 utilisées au Liban durant l'été 2006). "Toutes deux sont équipées d'un mécanisme pyrotechnique d'autodestruction qui s'enclenche immédiatement après l'éjection hors du conteneur. (...) Au total, les résultats ont montré en moyenne un taux de ratés de 0,5% pour les DM1383 et de 1,1% pour les 1385. Ces essais ont eu pour résultat l'instauration d'un moratoire sur l'emploi de ces armes par la Norvège." A l'issue d'une visite au Liban, le représentant du NDRE a rapporté qu' "Il apparaît tout à fait vraisemblable que le pourcentage de ratés des sous-munitions M85 utilisées par les forces israéliennes au Liban dépasse les 5%. Ceci est clairement en contradiction avec ce que nous observons au cours des essais norvégiens. Une autre constatation est qu'environ 30 à 50% des sous-munitions M85 non explosées retrouvées au Liban semblaient être armées alors que 10% des DM1385 norvégiennes l'étaient."

Le même jour, un expert des Nations Unies spécialisé en déminage et qui se trouvait en activité au Liban a rapporté qu' "Alors que divers utilisateurs militaires maintiennent que la M85 dotée d'un mécanisme d'autodestruction a un taux de ratés de moins d'1%, la réalité constatée sur le terrain au Sud du Liban montre clairement que cette arme présente un taux de ratés réel situé entre 5 et 10%. Il est habituel de retrouver au moins 3 sous-munitions non explosées provenant d'un même obus conteneur (M396, 49 sous-munitions par obus), ce qui équivaut à un taux d'échec de 6%. Par ailleurs, en ce qui concerne les M85 sans mécanisme d'autodestruction (M395, 63 sous-munitions par obus), on a habituellement constaté au sol un taux de ratés de 15%. On voit donc que le taux de ratés réel de cette arme est pour le moins supérieur à celui d'1% que mettent obstinément en avant les utilisateurs militaires, ainsi que les fabricants et les concepteurs." Selon le rapport de la réunion, établi par le CICR, le représentant des Nations Unies n'a pas considéré les mécanismes d'autodestruction comme une solution adéquate, "en raison du fait que les taux de ratés présentés par les mécanismes d'autodestruction sont plutôt significatifs et que cette technologie n'est pas près d'offrir une garantie à 100%. Il a souligné qu'il était nécessaire, au cours des discussions et des travaux de mise au point de la technologie concernée, de prendre davantage en considération la réalité de l'emploi de ces armes dans les conditions qui sont celles du champ de bataille."²

Pour plus d'information:

www.imi-israel.com
<http://npaid.websys.no/item5/eng/1170798601>
www.landmineaction.org/resources/ActionPacks/m85_factsheet.pdf
www.friendsoflebanon.org/index_files/M85.htm

"Nous accordons notre total soutien à ce nouveau processus destiné à éliminer les armes à sous-munitions. Nous ne doutons pas que ces efforts soient couronnés de succès (...). En les éliminant maintenant, le monde ne devra pas faire face à leur diffusion à travers toute la planète comme il doit le faire avec les mines antipersonnel. (...). Le travail au sein de la CCW (...) ne peut ni ne doit être considéré comme la "vraie" réponse au dilemme que posent les sous-munitions. D'autre part, une approche purement technique ne peut pas être non plus considérée comme la "vraie" solution. Des mécanismes d'autodestruction qui ne fonctionneront pas toujours et des normes de fiabilité trompeuses qui ne seront que rarement atteintes, tout cela ne peut être accepté comme réponses appropriées du point de vue humanitaire. Des solutions de haute technologie au problème des mines ont été rejetées dans le traité. Il faut agir de même dans une convention sur les armes à sous-munitions." (Déclaration de la Nobel Women's Initiative, Lima, 23 mai 2007).

¹ Communication de Israel Military Industries Ltd aux membres de la Commission d'enquête sur les armes à sous-munitions pour le Comité permanent du Sénat australien (proposition de loi d'interdiction), 14 février 2007.

² ICRC, *Humanitarian, Military, Technical and Legal Challenges of Cluster Munitions*, Montreux, Switzerland, 18-20 April 2007, pp.44-47.

CONFERENCE DE LIMA: LE TRAITE PREND FORME³

67 Etats ont participé à la Conférence de Lima sur les armes à sous-munitions (du 23 au 25 mai 2007): 14 provenant d'Afrique, 14 des Amériques, 8 d'Asie et du Pacifique, 28 d'Europe et 3 du Moyen-Orient. Avec 31 nouveaux Etats participants à Lima et San José,⁴ la plupart d'entre eux ayant fait des déclarations explicites de ralliement à la Déclaration d'Oslo et à l'annonce faite par le Malawi le 21 août (voir ci-dessous), le nombre d'Etats participant au processus d'Oslo est porté à 81.⁵ La Russie était présente en tant que pays observateur. Dix organisations internationales ainsi que des représentants de la société civile provenant de 35 organisations non gouvernementales ont pris part à la conférence et au forum de la société civile. Un large consensus s'est dégagé sur les éléments constitutifs d'un nouveau traité et sur la nécessité d'y voir figurer des articles traitant de l'assistance aux victimes, du déminage, de la destruction des stocks, de la coopération et de l'aide internationales, aussi bien que des mesures de transparence incluant la fixation d'échéances pour le déminage et pour la destruction des stocks.

Comme le Ministre péruvien des Affaires étrangères l'a déclaré à l'ouverture de la conférence, "cette première conférence après la Conférence d'Oslo sur les armes à sous-munitions a pour objectif d'identifier et de réaliser une première analyse des éléments essentiels du futur traité en se basant sur une combinaison des aspects techniques et des caractéristiques militaires de ces armes ainsi que sur les aspects humanitaires, sociaux et économiques liés à leur emploi." La présence de certains des principaux pays affectés a contribué à la qualité des discussions et a permis de concentrer l'attention sur les questions humanitaires plutôt que sur les questions militaires.

L'assistance aux victimes a été le premier sujet de discussion. Un large accord s'est dégagé en général pour considérer que l'assistance aux victimes devait être un élément essentiel parmi les stipulations du nouveau traité et que les clauses du Traité d'Interdiction des Mines en matière d'assistance aux victimes pourraient et devraient être renforcées dans un article distinct du nouveau traité sur les armes à sous-munitions. Certains Etats, ainsi que la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC), ont appelé à inclure l'assistance aux victimes dans les obligations générales du traité. Les participants ont reconnu que la définition du terme "victime" devrait inclure non seulement les personnes affectées individuellement, mais aussi leurs familles et leurs communautés. Un large accord s'est également manifesté pour considérer qu'il est nécessaire d'envisager l'assistance aux victimes sous l'angle des Droits de l'homme.

Des Etats se sont déclarés d'accord pour reconnaître l'importance des opérations de déminage afin de permettre aux communautés éprouvées de recouvrer leurs biens et de reconstruire. Les principaux problèmes, discutés en vue de leur introduction dans un futur instrument juridique, ont été les clauses sur une prolongation des délais à fixer pour l'achèvement des opérations de déminage, l'aide financière, l'appui technique et la transmission des données, ainsi que la mise en garde des populations contre les dangers. Tous les Etats ont marqué leur accord sur la nécessité de stipuler dans le traité que les stocks d'armes à sous-munitions interdites par le traité devront être détruits dès que possible et qu'une échéance devra être fixée à cet effet. Les principaux problèmes qui ont été discutés ont été l'établissement d'un calendrier, les mesures de transparence, les transferts nécessaires pour les besoins de la destruction, les défis techniques à relever pour détruire les stocks existants, l'insistance sur la sûreté, la sécurité et les soucis relatifs à l'environnement ainsi que le besoin en aide internationale. Des participants ont fait remarquer que la destruction d'armes à sous-munitions pourrait bien être plus coûteuse, plus compliquée et demander plus de temps que la destruction de mines antipersonnel.

Les Etats et la société civile ont marqué leur accord sur l'utilité du Traité d'Interdiction des Mines en tant que modèle de départ et ont cherché à améliorer des domaines tels que le mécanisme des rapports à fournir, la transparence et le respect du futur traité. Les Etats ont convenu qu'un traité devait décréter une interdiction, mais des points de vue divergents se sont faits jour sur le point de savoir jusqu'où l'interdiction devrait s'étendre.

³ Cet article est basé sur des rapports de la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC) et de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) concernant la Conférence de Lima, ainsi que sur des notes prises au cours de la conférence.

⁴ Pour plus d'information sur la Conférence de San José, voir www.stopclustermunitions.org

⁵ A la date du 7 septembre 2007, 81 Etats avaient déjà participé à des réunions dans le cadre du processus d'Oslo : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Equateur, El Salvador, Egypte, Espagne, Estonie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Laos, Lettonie, Liban, Lesotho, Liberia, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Malte, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Nigeria, Norvège, Nouvelle Zélande Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République Dominicaine, République Tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Saint-Siège, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Uruguay, Venezuela, Yémen, et Zambie. En outre, quatre Etats (Brésil, Japon, Pologne et Roumanie) ont participé à des réunions dans le cadre du processus d'Oslo mais n'ont pas encore marqué leur soutien à la Déclaration d'Oslo. A Lima, la Russie était présente en tant qu'observateur.

Un mouvement s'est clairement manifesté en faveur d'un aboutissement du processus en 2008. Les prochaines conférences sur les armes à sous-munitions auront lieu du 5 au 7 décembre à Vienne (Autriche), du 18 au 22 février 2008 à Wellington (Nouvelle Zélande) et au cours de la deuxième moitié de mai 2008 à Dublin (Irlande). Il est envisagé que les gouvernements entameront à Vienne des négociations détaillées, avec la volonté de signer un traité à Oslo en septembre 2008. Des réunions et initiatives régionales se tiendront également (voir agenda en dernière page). En outre, une conférence internationale des pays affectés par les sous-munitions se réunit à Belgrade en octobre 2007.

Pour plus d'informations :

- Campagne internationale pour l'interdiction des mines: www.icbl.org
- Cluster Munition Coalition (CMC) : www.stopclustermunitions.org/news.asp?id=51
- Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF):
www.wilpf.int.ch/disarmament/ClusterMunitions/LIMA/limaindex.html
- Processus d'Oslo: www.clusterprocess.org

DEVELOPPEMENTS RECENTS CONCERNANT LES ARMES A SOUS-MUNITIONS: PROGRES ET OBSTACLES⁶

L'**Afghanistan**, un pays affecté par les sous-munitions et qui n'est pas partie à la CCW,⁷ s'est joint au processus d'Oslo en février mais n'a pas participé à la Conférence de Lima. L'**Afrique du Sud** a participé aux conférences d'Oslo et de Lima et a appelé en juin 2007 à un mandat de négociation sur les armes à sous-munitions dans le cadre de la CCW. L'**Albanie** a rejoint le processus d'Oslo lors de la Conférence de Lima, où elle a déclaré que 10.000 personnes étaient affectées par les sous-munitions en Albanie et a souligné l'importance de l'assistance aux victimes et de l'éducation au danger. L'**Allemagne** considère la CCW et le processus d'Oslo comme "des forums complémentaires et qui se renforcent mutuellement." A la Conférence de Lima, l'Allemagne a déclaré que le texte discuté à Lima ne prenait pas en considération les besoins militaires, alors qu'il serait possible d'y répondre en acceptant une période de transition mise à profit pour améliorer les normes fixées pour ces armes.⁸ L'**Angola**, un Etat non partie à la CCW, a participé à la Conférence de Lima. L'**Arabie Saoudite** s'était inscrite mais n'a pas participé à la Conférence de Lima. L'**Argentine** a dit à la Conférence de Lima qu'elle était encore toujours confrontée à des problèmes causés par des sous-munitions non explosées, et cela 25 ans après la guerre des Malouines. L'**Australie** a appelé à un mandat de négociation sur les armes à sous-munitions au sein de la CCW. Cependant, au cours d'une session en juin 2007 de la CCW, l'Australie a déclaré qu'elle aurait souhaité aller plus loin que le projet de texte adopté. L'Australie a participé à la Conférence de Lima. En réponse à une question posée au Sénat, le Département australien de la Défense a déclaré que "le système que la Défense est en voie d'acquiescer possède des capacités de guidage de précision vers la cible" et "seulement une ou deux sous-munitions."⁹ A la Conférence de Lima, l'**Autriche** a co-présidé la discussion sur l'assistance aux victimes. Au cours de cette session, le co-président autrichien a dit que l'assistance aux victimes est "une réponse à la souffrance humaine." Il a souligné le soutien irrésistible que l'assistance aux victimes a reçu parmi les participants ainsi que le sens élargi qui avait été donné au mot "victime". L'Autriche accueillera la troisième assemblée mondiale du processus d'Oslo qui se tiendra à Vienne en décembre 2007. Le **Bangladesh** a pris part à la Conférence de Lima et a exprimé l'espoir que le processus d'Oslo débouche sur des résultats concrets. A Lima, la **Belgique** a souligné qu'elle était le premier pays à avoir interdit les armes à sous-munitions ainsi que les investissements qui y sont liés. La Belgique accueillera le 30 octobre 2007 une conférence régionale sur les armes à sous-munitions, consacrée principalement à l'assistance aux victimes et à la destruction des stocks. La Belgique a annoncé à la Conférence de Lima qu'elle aurait achevé la destruction de ses stocks d'armes à sous-munitions pour la fin de 2008, avant la fin du délai de trois ans qu'avait fixé la législation nationale. Au cours d'une réunion entre pays d'Afrique et pays nordiques en février 2007, le **Bénin** a exprimé son

⁶ Ceci constitue le cinquième aperçu des évolutions récentes au sujet des armes à sous-munitions. Il est largement basé sur des déclarations gouvernementales et sur des notes prises au cours de la Conférence de Lima (23-25 mai 2007), ainsi que sur des contributions et des rapports fournis par des membres de la CMC et de l'ICBL, en particulier la Campagna Italiana contro le Mine, DanChurchAid, des sections de Handicap International, Human Rights Watch, IKV/Pax Christi Pays Bas Landmine Action et la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté. **Handicap International accueillera avec plaisir les commentaires et les corrections.** Un aperçu antérieur peut être consulté dans notre *Ban Mines Newsletter* d'avril 2007.

⁷ CCW : Convention on Conventional Weapons (Convention sur les armes classiques)

⁸ Un commentaire d'ONG allemandes sur la position du gouvernement allemand peut être consulté sur www.landmine.de/fix/ALDE-CLUSTER.pdf

⁹ www.aph.gov.au/Senate/committee/fadt_ctte/cluster_bill_2006/report/e03.pdf

soutien pour le processus d'Oslo et la Déclaration d'Oslo.¹⁰ La **Bolivie** s'est jointe au processus d'Oslo à la conférence de Lima. La **Bosnie-Herzégovine**, un pays affecté, soutient le processus d'Oslo. Le **Brésil**, quoiqu'initialement inscrit pour assister à la Conférence de Lima, a décidé de ne pas y assister. Trois sociétés produisent des armes à sous-munitions au Brésil.¹¹ Le **Burundi**, un Etat non partie à la CCW, s'est joint au processus d'Oslo lors de la Conférence de Lima. Le **Cambodge** a déclaré à la Conférence de Lima que le processus d'Oslo offrait, "pour les pays de notre région, de plus grandes chances d'aboutir que la CCW (...), où peu de pays participent à la CCW." Le Cambodge n'est intéressé ni par des solutions de haute technologie ni par des exceptions comme pour des sous-munitions supposées s'autodétruire lorsqu'elles n'ont pas fonctionné comme elles l'auraient dû. Au lieu de cela, il est à la recherche des solutions les plus urgentes, et c'est le processus d'Oslo qui peut les fournir. La CCW avance trop lentement et n'inclut pas assez de pays en voie de développement." Le Cambodge a également déclaré que "la définition des armes à sous-munitions devrait inclure les sous-munitions équipées de dispositifs d'autodestruction. (...) Nous ne pouvons également pas accepter l'utilisation d'armes à sous-munitions qui pourraient ou ne pourraient pas être fiables. Tout ce qui pourrait causer du tort aux civils doit être mis hors la loi. Le traité devrait (...) interdire la fourniture d'assistance à qui que ce soit en vue d'utiliser, de produire, de transférer ou d'entreposer des armes à sous-munitions. Les stocks d'armes à sous-munitions devraient être détruits dès que possible. Les zones contaminées devraient être marquées, clôturées et nettoyées au plus tôt et les victimes doivent recevoir l'assistance requise. Ceci inclut les soins médicaux d'urgence et leur suivi, la réadaptation physique, le soutien psychologique et l'inclusion sociale, l'inclusion et la réintégration économiques, le soutien légal, les lois et politiques en matière de handicap ainsi que la collecte de données." A la Conférence de Lima, le **Canada** a appelé à définir largement qui sont les "victimes" des sous-munitions afin d'y inclure les familles et les communautés. Il a dit que les clauses du Traité d'Interdiction des Mines concernant l'assistance aux victimes devraient être améliorées dans un nouveau traité sur les armes à sous-munitions. Le Canada a aussi posé la question de savoir s'il est nécessaire de conserver de grandes quantités d'armes à sous-munitions à des fins de recherche et d'instruction, l'expérience acquise avec les mines ayant montré qu'une telle clause pouvait conduire à des abus. Le Canada a déclaré en juin 2007 qu'il aurait préféré un mandat plus fort pour la CCW et a ajouté que "toute arme doit être fiable et précise. Les armes à sous-munitions qui ne satisfont pas à cette norme en opérations réelles doivent être interdites. Les armes à sous-munitions ne constituent pas seulement un problème de désarmement : il s'agit d'un problème plus large de paix et de sécurité, un problème de Droits de l'homme et un problème de développement." Le 27 avril, le Canada a déclaré qu'"un type d'arme à sous-munitions qui restait en possession du Canada est actuellement en cours de destruction." Le **Chili** a déclaré à la Conférence de Lima que deux firmes chiliennes produisaient des armes à sous-munitions mais qu'elles n'avaient "pas l'intention de poursuivre" cette production. Le Chili a participé à la Conférence de San José. La **Colombie** a participé aux Conférences de Lima et San José. Le **Costa Rica** a lancé à Lima un appel en faveur d'une zone latino-américaine sans armes à sous-munitions. Il a accueilli les 4 et 5 septembre 2007 une conférence régionale sur les armes à sous-munitions à laquelle ont participé 18 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. Dans son résumé, le président de la conférence s'est réjoui de la "volonté politique de la majorité des Etats de la région d'être impliqués dans le processus d'Oslo" et de "chercher à atteindre une déclaration commune sur une zone sans armes à sous-munitions." La **Croatie**, un pays affecté, a participé à la Conférence de Lima et a soutenu la création d'un instrument juridiquement contraignant applicable aux armes à sous-munitions, sans faire mention de la CCW. **Cuba** a décliné l'invitation à participer à la Conférence de San José. Le **Danemark** a participé à la Conférence de Lima. Le Parlement danois a adopté le 31 mai une résolution qui "encourage le Gouvernement à poursuivre les efforts déjà consentis dans tous les forums internationaux, de façon à établir le plus rapidement possible une interdiction légalement contraignante au plan international et qui soit applicable à tous les types d'armes à sous-munitions qui causent des torts inacceptables aux civils. Le Parlement encourage en outre le Gouvernement à analyser, avant la fin novembre 2007, tous les avantages et désavantages de l'instauration d'un moratoire national danois sur tous les types de sous-munitions."¹² La **République dominicaine** s'est jointe au processus d'Oslo à la Conférence de Lima et a participé à la Conférence de San José. L'**Egypte**, un Etat non partie à la CCW, a proposé lors de la Conférence de Lima d'interdire l'utilisation d'armes à sous-munitions "contre des zones peuplées ou des objectifs militaires situés à l'intérieur ou à proximité de zones peuplées" et a suggéré que "les coûts du déminage et de l'indemnisation des victimes civiles soient supportés par le pays qui en est la cause." L'**Equateur** a rejoint

¹⁰ Courrier électronique d'Annette Abelsen, Conseillère Principale, Section des Affaires humanitaires, Ministère des Affaires étrangères, Oslo, 29 août 2007.

¹¹ Pour une mise à jour concernant la production d'armes à sous-munitions au Brésil et dans d'autres pays, voir Human Rights Watch, *Survey of Cluster Munitions Policy and Practice*.

¹² Information et traduction fournies par DanChurchAid.

le processus d'Oslo à la Conférence de Lima et a participé à la Conférence de San José. A Lima, l'Equateur a proposé d'inclure l'assistance aux victimes dans les obligations générales du traité. Le 16 mars 2007, le Ministre des Affaires étrangères d'**Espagne** a dit à la Conférence sur le Désarmement que les engagements pris par les gouvernements à la Conférence d'Oslo devaient être pris comme référence et a appelé les autres gouvernements à se joindre à l'effort, disant que c'était "la responsabilité de notre époque." L'Espagne a déclaré aussi que le processus de collaboration entre les gouvernements et les sociétés civiles tel que prévu dans le Traité d'Interdiction des Mines devrait devenir un modèle à utiliser pour les armes à sous-munitions.¹³ L'**Estonie** a rejoint le processus d'Oslo à la Conférence de Lima. L'Estonie a exprimé son soutien au texte discuté à Lima. Aux **Etats-Unis**, le "Fiscal Year 2008 State-Foreign Operations Appropriations Bill" contient une mesure qui devra restreindre la vente ou le transfert d'armes à sous-munitions et exige qu'aucun fonds militaire ne soit utilisé pour vendre ou transférer des armes à sous-munitions, et ce jusqu'au jour où les sous-munitions connaîtront un pourcentage de ratés qui ne dépassera plus 1%. En outre, tout contrat de vente ou de transfert devra inclure une clause spécifiant que les armes à sous-munitions ne pourront être utilisées que contre des objectifs militaires clairement définis, et pas là où il est connu que des civils sont présents.¹⁴ Le projet de loi a été approuvé le 28 juin par le Comité sénatorial des Budgets et est programmé pour être ensuite débattu et soumis au vote du Sénat en assemblée plénière. En juin 2007, les Etats-Unis ont déclaré que "la menace [que constituent les sous-munitions] est épisodique et peut être gérée sans sortir des mécanismes actuels qui y répondent. Considérée à une échelle mondiale, cette menace est moins nuisible que celle d'autres types de munitions non explosées." Les Etats-Unis ont également dit que "Les armes à sous-munitions continueront à être l'arme la plus efficace pour s'attaquer à des objectifs et des combinaisons d'objectifs nombreux, pour autant qu'elles soient utilisées correctement." Les Etats-Unis ne se sont pas joints au processus d'Oslo. Le 14 mai 2007, un représentant du Ministère des Affaires étrangères de **Finlande** a dit à la presse que la Finlande était prête à "limiter l'utilisation des armes à sous-munitions dont le fonctionnement s'est avéré non fiable." A la Conférence de Lima, la Finlande a appuyé une définition des sous-munitions telle qu'elle en excluait celles qui sont dotées d'un mécanisme d'autodestruction. Le 5 juin, un ancien ministre de la défense a déclaré à la presse que la défense de la Finlande "ne s'articule pas uniquement sur des armes. S'il existe une volonté, l'argent sera là" et elle a ajouté : "La Finlande a besoin d'être impliquée dans le traité sur les armes à sous-munitions parce que la Finlande veut être un Etat qui se soucie des aspects humains. Sans cela, nous nous perdrons dans une spirale d'excuses, et c'est ce qui est arrivé dans le cas des mines." Le Ministre finlandais des Affaires étrangères a argumenté pour dire que "la Finlande doit absolument prendre part aux négociations [sur les armes à sous-munitions], afin qu'il n'en résulte pas d'accords qui affectent la Finlande et où la Finlande n'a pas été à même d'exercer son influence."¹⁵ La **France** a admis à la Conférence de Lima qu'elle "possède des armes à sous-munitions mais n'en a pas fait usage depuis 1991, ne les exporte pas et n'en détient que des quantités extrêmement faibles." Le 25 juillet 2007, le Ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il était en faveur d' "une interdiction ou d'une réglementation concernant les armes à sous-munitions." Avant leur entrée en fonction, tant le Ministre des Affaires étrangères que le Ministre de la Défense ont signé la pétition de Handicap International en faveur d'une interdiction des armes à sous-munitions. La **Grèce** s'est jointe au processus d'Oslo à la Conférence de Lima. Le **Ghana**, un Etat non partie à la CCW, s'est joint au processus d'Oslo à la Conférence de Lima et a lancé un appel en faveur d'une Afrique sans armes à sous-munitions. Le **Guatemala** a soutenu la déclaration d'Oslo et a participé aux conférences de Lima et San José. La **Guinée-Bissau**, un pays affecté et non partie à la CCW, a rejoint le processus d'Oslo à la Conférence de Lima et s'est opposé à ce que l'on tolère des exceptions à l'interdiction des armes à sous-munitions. Le **Honduras** a rejoint le processus d'Oslo à la Conférence de San José. La **Hongrie** a annoncé à la Conférence de Lima qu'elle s'imposerait un moratoire national sur les armes à sous-munitions et que ses forces armées étaient prêtes à détruire les stocks d'armes à sous-munitions. L'**Indonésie** a insisté à la Conférence de Lima sur "la responsabilité particulière des utilisateurs [d'armes à sous-munitions]" et s'est opposée à ce que l'on accepte des exceptions à l'interdiction des armes à sous-munitions. L'**Irlande** accueillera à Dublin une conférence mondiale sur les armes à sous-munitions. Cette conférence s'étendra sur une période de deux semaines de la fin du mois de mai au début juin 2008. A la Conférence de Lima, l'Irlande a co-présidé la session consacrée au déminage. Quant aux définitions, l'Irlande a déclaré : "Un certain nombre d'orateurs ont suggéré que les armes à sous-munitions ne devraient pas être interdites pour autant qu'elles soient dotées de mécanismes d'autodestruction ou d'autoneutralisation. D'un point de vue purement technique, l'autodestruction

¹³ Comisión de Defensa 161/002111

¹⁴ www.senate.gov/pagelayout/legislative/d_three_sections_with_teasers/bills.htm;
<http://leahy.senate.gov/press/200706/062907a.html>; L'amendement a été introduit le 29 mars 2007 comme l'Acte de Protection Civile contre les Armes à Sous-Munitions.

¹⁵ Voir www.hs.fi/english/archive/2007/6, 5 juin 2007.

pourrait en effet mener à une diminution sensible des pourcentages de ratés. Toutefois, aux yeux de ma délégation et d'autres, de telles améliorations semblent n'avoir qu'une incidence marginale et ne devraient pas justifier une dispense de l'interdiction. C'est pourquoi il incombe à ceux qui soutiennent l'option de l'autodestruction de démontrer que ces mécanismes n'exposeront pas des civils à des "souffrances inacceptables." En ce qui concerne l'autoneutralisation, on voit difficilement comment ces mécanismes pourraient avoir une incidence bénéfique du point de vue humanitaire. Comment serait-il possible de distinguer une sous-munition non explosée dont le mécanisme d'autoneutralisation a bien fonctionné d'une autre dont ce mécanisme a eu un raté ? Les mécanismes d'autoneutralisation peuvent exposer les civils et les démineurs à un danger accru en induisant chez eux un faux sentiment de sécurité." L'**Islande**, un Etat non partie à la CCW, a soutenu la déclaration d'Oslo et a participé à la Conférence de Lima. L'**Italie** a fait part à la Conférence de Lima de sa volonté d'entrer dans un moratoire régional relatif à l'emploi d'armes à sous-munitions. Le 25 juillet 2007, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés (Chambre basse) a adopté à l'unanimité une résolution affirmant que le processus d'Oslo était le forum approprié pour négocier un traité spécifique interdisant les armes à sous-munitions. Une proposition de loi, visant à inclure les armes à sous-munitions dans la loi qui interdit les mines antipersonnel, est encore toujours en attente au parlement. Au **Japon**, la Campagne japonaise pour l'interdiction des mines et le Mainichi Shimbun, un journal japonais, ont organisé le 16 mai un événement important à Tokyo. Cet événement incluait la présentation de *Circle of Impact* ; il s'est déroulé en présence de personnalités officielles du Gouvernement. Quelques jours plus tard, une forte délégation japonaise (11 personnes) a participé à la Conférence de Lima. En juin 2007, le Japon a appelé à un mandat de négociation sur les armes à sous-munitions dans le cadre de la CCW. La **Jordanie** a exprimé son total soutien à la Déclaration d'Oslo et a participé le 15 mars au Cambodge au premier forum régional sur les armes à sous-munitions en Asie du Sud-Est. Elle n'a pas participé à la Conférence de Lima. La **RPD Lao** s'est jointe au processus d'Oslo à la Conférence de Lima. La RPD Lao a déclaré à Lima être le pays le plus affecté du monde avec 260 millions de sous-munitions éparpillées sur 17 provinces, et que les deux tiers de son territoire étaient contaminés "en tout premier lieu par des sous-munitions." La RPD Lao a dit "sa volonté d'être impliquée dans le Processus d'Oslo," qu'un délai de dix ans était trop court pour éliminer toutes les sous-munitions non explosées sur son territoire et qu'elle était également disposée à rejoindre au Traité d'Interdiction des Mines. La RPD Lao a exprimé son total soutien à la déclaration du Cambodge (voir ci-dessus). Le **Lesotho** s'est joint au processus d'Oslo à la Conférence de Lima. La **Lettonie** a soutenu la Déclaration d'Oslo en février mais n'a pas participé à la Conférence de Lima. Le **Liban**, un Etat non partie à la CCW, a déclaré à la Conférence de Lima que "Même si l'on parvient à un haut degré de précision et à une fiabilité améliorée des armes à sous-munitions, sur la base d'essais, cela ne résoudra jamais les problèmes complexes causés par les armes à sous-munitions, pas plus que cela ne mettra les civils à l'abri des torts qu'elles occasionnent." Aux yeux du Liban, le problème des victimes devrait constituer "la pierre angulaire de la convention. (...) Nous considérons que la notion de torts inacceptables est injuste et discriminatoire. Quoique compréhensible, le désir d'attirer l'adhésion de tous les Etats à cette convention ne doit pas être satisfait au prix de la douleur et des souffrances des victimes. Les mécanismes de soins, de réadaptation et de compensation inscrits dans la Convention d'Ottawa de 1997 devraient être davantage développés lorsque seront désignés les éléments constitutifs de la future Convention." Un futur article devra être proposé, incluant une référence aux normes fixées par les Droits de l'homme et procédant selon une approche basée sur les droits." Le Liban s'est fortement opposé à toute définition des armes à sous-munitions qui, dans un nouveau traité, autoriserait des sous-munitions équipées de mécanismes d'autodestruction. Il a déclaré que "les utilisateurs d'armes à sous-munitions devraient être tenus pour responsables et coupables des dévastations infligées aux victimes et à leurs familles." Le Liban a en outre mentionné "les manquements répétés d'Israël dans la fourniture de données précises sur les frappes effectuées à l'aide d'armes à sous-munitions" et a exprimé le besoin de voir se poursuivre le soutien financier. Le **Liechtenstein** soutient le processus d'Oslo mais n'a pas participé à la Conférence de Lima. En **Lituanie**, la Commission des Affaires étrangères a conclu que "Les Forces armées de Lituanie ne font usage d'aucune espèce d'arme à sous-munitions; elles n'en détiennent pas et ne planifient d'en acquérir aucune. Il n'est donc, de leur point de vue, pas nécessaire de suivre les exemples de l'Autriche et de la Belgique et de s'imposer un moratoire sur l'emploi d'armes à sous-munitions. Aux yeux de la Commission, si l'on veut prévenir les problèmes humanitaires occasionnés par les armes à sous-munitions, il est essentiel de soutenir l'initiative qui vise à parvenir au plus tard en 2008 à s'accorder sur un instrument juridique fort et juridiquement contraignant."¹⁶ La Lituanie a déclaré à la Conférence de Lima qu'il importait de mettre

¹⁶ Lettre du Président de la Seimas de la République de Lituanie à la Président de l'Assemblée nationale autrichienne et à la Présidente du Sénat belge, Vilnius, 12 juillet 2007, information fournie les 2 et 7 août par Dovydas Spokauskas, de la Division Contrôle des Armements, Non Prolifération et Désarmement, Département de la Politique de Sécurité, Ministère des Affaires étrangères de la République de Lituanie.

soigneusement au point une définition de ce qu'est une arme à sous-munitions, de telle façon qu'elle soit applicable à toutes les armes à sous-munitions qui causent actuellement des soucis au plan humanitaire et qu'elle englobe en même temps des armes qui pourraient encore être mises au point à l'avenir. Le **Luxembourg** a participé à la Conférence de Lima. Le 21 août 2008, le **Malawi** a signifié à la CMC son "soutien total à l'interdiction des armes à sous-munitions qui sont la cause de souffrances inacceptables pour les populations civiles" et a déclaré que "le Malawi coopèrera avec les autres Etats africains pour soutenir la Déclaration d'Oslo et insistera auprès des Etats membres du SADC et le secrétariat du SADC afin qu'ils recommandent à l'Union africaine de s'attaquer à ce problème au niveau régional." **Malte** a participé à la Conférence de Lima et a déclaré en juin que "Malte est aussi prête à continuer à travailler en étroite collaboration avec ceux qui parrainent et co-parrainent le processus d'Oslo, afin de l'amener à une rapide et fructueuse conclusion."¹² La **Mauritanie**, un Etat non partie à la CCW, s'est jointe au processus d'Oslo lors de la Conférence de Lima et s'est déclarée "totalement consciente de la nécessité vitale de conclure un traité interdisant les armes à sous-munitions, et cela le plus tôt possible. A part des divergences sur la définition (sic), il existe un consensus général sur tous les autres chapitres. Nous croyons qu'une place de choix devrait être réservée à l'assistance aux victimes, à la coopération internationale et au fait d'agir en étroite collaboration avec les pays affectés, la société civile, les organisations internationales et les ONG, lorsqu'il s'agira d'élaborer des plans d'action et de les mettre en œuvre." Le **Mexique** a pris part à la Conférence de Lima où il a co-présidé des discussions sur la coopération et l'aide internationales, sur la transparence, sur les mesures de mise en œuvre et d'exécution loyale au niveau national. A Lima, le Mexique a lancé un appel aux Etats en faveur d'exceptions afin de démontrer que les armes exemptées de l'interdiction prescrite par le futur traité ne causeraient aucun tort inacceptable. Le **Mozambique**, un Etat non partie à la CCW, a participé à la Conférence de Lima. Le Secrétaire Général des **Nations Unies** a réitéré le 4 avril son appel lancé à la communauté internationale pour qu'elle s'attaque immédiatement aux horribles effets des armes à sous-munitions. Il a déclaré : "Elles tuent et mutilent sans discernement des civils, exactement aussi facilement et aussi souvent que les mines terrestres. L'indignation internationale a amené un grand nombre de pays à se grouper et à entreprendre d'élaborer un traité international pour faire face à ces armes, complétant et renforçant donc d'autres efforts déjà en cours. J'applaudis et j'encourage tous les efforts visant à réduire, et finalement à éliminer l'impact des armes à sous-munitions sur les civils." La **Nouvelle Zélande** accueillera à Wellington la quatrième conférence mondiale du processus d'Oslo, du 18 au 22 février 2008. A Lima, le Nouvelle Zélande a co-présidé la discussion sur les sujets "Obligations générales, champ d'application et définitions." Le **Nigeria**, un Etat non partie à la CCW, s'est joint au processus d'Oslo à la Conférence de Lima. La **Norvège**, qui a lancé le processus d'Oslo, a introduit le 23 mai, au cours de la Conférence de Lima, le texte qui doit servir de base aux discussions sur le futur traité sur les armes à sous-munitions. La Norvège a également co-présidé la discussion sur la destruction des stocks. La Norvège a insisté sur le fait que l'assistance aux victimes devrait constituer une clause essentielle du futur traité, appelant à rendre publiques les informations sur les frappes effectuées à l'aide d'armes à sous-munitions, et s'est fermement opposée à toute définition des armes à sous-munitions qui aboutirait à autoriser les sous-munitions équipées de mécanismes d'autodestruction. Le 9 juin 2007, l'Assemblée parlementaire de l'**OSCE** a adopté une "Résolution sur l'interdiction des bombes à sous-munitions." Elle y souligne "l'importance de la Conférence qui s'est tenue à Oslo les 22 et 23 février 2007 (...), appelle les Etats membres de l'OSCE à adopter une législation interdisant l'emploi, la production, le transfert et l'entreposage d'armes à sous-munitions qui affectent gravement les populations civiles ; presse les Etats participants à l'OSCE de stimuler une campagne mondiale et un processus qui puisse mener à une interdiction internationale des armes à sous-munitions." L'**Ouganda** s'est joint au processus d'Oslo à la Conférence de Lima, au cours de laquelle il a déclaré être prêt à prendre des mesures nationales et a souligné l'importance de l'assistance aux victimes. Le **Panama** et la **Paraguay** se sont joints au processus d'Oslo à la Conférence de Lima et ont participé à la Conférence de San José. Aux **Pays-Bas**, le 26 juin 2007, soit un jour avant que la Commission parlementaire de la Défense ne tienne une audition sur les armes à sous-munitions, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont fourni des réponses aux 76 questions parlementaires qui avaient été posées à ce sujet. Dans leur réponse, les ministres ont annoncé que la Force aérienne des Pays-Bas n'utiliserait pas d'armes à sous-munitions jusqu'à nouvel ordre.¹⁷ Le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas a déclaré qu'au Kosovo, en 1999, "un total de 173 bombes CBU87 avaient été larguées par des F16 hollandais au cours des opérations alliées. (...) Si des situations surviennent où il faut choisir si des armes à sous-munitions doivent ou non être utilisées, le gouvernement en informera le parlement en temps utile." En outre, le Ministre a déclaré que "Les Pays-Bas prendront une part active dans le processus d'Oslo. (...) Les critères à définir pour interdire les types d'armes à sous-munitions qui causent des torts inacceptables

¹⁷ "26/06/07 DVB/WW-363/2007 "Beantwoording vragen van de vaste commissies voor Buitenlandse Zaken en Defensie over clustermunities." Traduction aimablement fournie par IKV/Pax Christi Netherlands.

devraient être basés sur a) la fiabilité et b) la précision. Des règles supplémentaires de Droit Humanitaire International sont requises pour l'utilisation des catégories d'armes à sous-munitions qui resteront légitimes.¹⁸ La parlementaire qui a pris l'initiative de l'audition du 27 juin a également déposé une proposition de loi visant à interdire tous les types d'armes à sous-munitions.¹⁹ Le **Pérou** a accueilli et coprésidé du 23 au 25 mai la Conférence de Lima sur les armes à sous-munitions. Le Pérou a annoncé à Lima son initiative visant à créer en Amérique latine la première zone au monde sans armes à sous-munitions et a promu cette initiative lors de la Conférence de San José. Le Pérou a qualifié l'éducation au danger comme "une des pierres angulaires" d'un futur traité sur les armes à sous-munitions et a dit que la réadaptation des survivants et des communautés requérait une "attention prioritaire." Les **Philippines** ne se sont pas encore jointes au processus d'Oslo mais ont déclaré en novembre 2006 qu'elles "considèrent avec sympathie les appels à restreindre ou à réglementer l'emploi [d'armes à sous-munitions]." La **Pologne** a participé aux deux conférences mondiales du processus d'Oslo et a déclaré à Lima qu'elle était "engagée à participer." On ne sait cependant pas clairement si la Pologne est disposée à souscrire à la Déclaration d'Oslo. Le **Portugal** a soutenu la Déclaration d'Oslo et a participé à la Conférence de Lima. La **Roumanie** a participé à la Conférence d'Oslo mais n'était pas présente à Lima. La Roumanie a écrit à Handicap International qu'elle est "consciente du danger que posent les armes à sous-munitions pour les civils, [et] suit attentivement les développements du processus d'Oslo." On ne distingue toujours pas clairement si la Roumanie est prête ou non à souscrire à la Déclaration d'Oslo. Un membre influent du Parlement du **Royaume-Uni** a pressé les participants à la Conférence de Lima de ne pas perdre leur temps en discutant sur les pourcentages de ratés. "La Chambre a décidé d'envoyer le plus fort message de soutien à Lima," a-t-il dit, "avec de nombreux généraux à la retraite qui sont d'accord pour considérer que les armes à sous-munitions ne présentaient plus d'utilité militaire, et avec l'Archevêque de Chester qui déclare que ces armes sont totalement inacceptables et que leur utilisation contrarie grandement les buts politiques poursuivis." La délégation du Royaume Uni à Lima a qualifié le processus d'Oslo de "vital" et a dit qu'elle suivait l'approche du problème adoptée par la Norvège mais qu'elle soutiendrait une définition qui exempterait les sous-munitions dotées d'un mécanisme d'autodestruction. Elle a en outre déclaré que la destruction de ses stocks déjà retirés du service prendrait six ans.²⁰ En ce qui concerne des opérations conjointes avec des Etats qui ne seront pas parties au traité, la délégation britannique à Lima a insisté sur le "besoin de comprendre les implications" de façon à "ne pas mettre les militaires dans une position difficile." Dans sa déclaration finale, la délégation du Royaume Uni a dit que la Conférence de Lima avait "atteint entièrement les objectifs énoncés dans la lettre d'invitation." La **Fédération de Russie** a participé à la Conférence de Lima en tant qu'observateur non annoncé. La Fédération de Russie a rejeté "la possibilité de négocier un nouvel instrument" concernant les armes à sous-munitions en juin 2007 et a déclaré qu'"il est trop tôt pour introduire des restrictions quantitatives légalement contraignantes portant sur les caractéristiques techniques des armes à sous-munitions." A la Conférence de Lima, le **Saint Siège** a déclaré qu'"il est impératif, de la part de ceux qui invoquent l'utilité militaire des armes à sous-munitions, d'acquiescer des informations fiables et de publier les données en leur possession concernant les conséquences immédiates pendant les hostilités et les conséquences d'après le conflit. Pour ce qui est du taux de fiabilité, le Saint Siège a déclaré que "les conflits les plus récents ont démontré que des sous-munitions ont été utilisées par centaines de milliers et même par millions : 1% de ratés signifie de nombreuses victimes innocentes..." Le Saint Siège a déclaré au cours de la session de juin de la CCW que "ne rien faire, ou ne pas aller au-delà d'une action formelle incapable d'assurer de la meilleure manière possible la protection des populations civiles, ne confèrera pas une plus grande crédibilité à la CCW. La crédibilité résulte d'une solution sérieuse, efficace et productive apportée aux problèmes." Le **Sénégal** a déclaré le 9 mai 2007 à Bruxelles qu'il "se joignait au processus d'Oslo" et a pris part à la Conférence de Lima. A Lima, le Sénégal a dit que les pays affectés "traversaient une situation dramatique," que "toutes les armes à sous-munitions sont mauvaises" et lance un appel pour que l'interdiction des armes à sous-munitions soit "la plus large possible." La **Serbie**, un pays affecté et "possesseur involontaire d'armes à sous-munitions," accueillera du 2 au 4 octobre 2007 la Conférence de Belgrade sur les Etats affectés par les sous-munitions. A la Conférence de Lima, la Serbie a qualifié le

¹⁸ Courrier électronique de Vincent van Zeijst, adjoint au chef de la Division politique de contrôle des armements et exportation d'armes, Ministère des Affaires étrangères, La Haye, 12 juillet 2007. Courrier électronique de Maurice PG Peak, Porte Parole, Direction de l'information et de la communication, Ministère de la Défense, 30 juillet 2007.

¹⁹ www.tweedekamer.nl/images/30999%20002_tcm118-124261.doc

²⁰ Selon Human Rights Watch, le stock d'armes à sous-munitions du Royaume-Uni comprend deux versions de la bombe à sous-munitions BL-755, des roquettes MLRS M26, des obus d'artillerie L20A1 de 155 mm DPICM renfermant des sous-munitions M85, ainsi que la version à sous-munitions du système de roquettes air-sol CRV-7. Le Royaume Uni a l'intention de passer un contrat pour se débarrasser de 50% de son stock de roquettes MLRS M26 au cours des trois prochaines années. Il est envisagé que l'entièreté du stock de M26 aura été liquidé pour 2013. Le 22 janvier 2007, un contrat a été signé pour détruire "une quantité significative" de bombes larguées par air BL-755 et RBL-755. Toutes ces bombes sont prévues pour être éliminées pour 2010. (HRW, *Survey of Cluster Munition Policy and Practice*, février 2007)

processus d'Oslo de "large et irrévocable processus multilatéral qui aboutira inévitablement soit à une interdiction totale soit à une très stricte limitation imposée à la production, la mise au point, l'utilisation et le transfert d'armes à sous-munitions." Elle a ajouté : "Nous sommes d'avis que ce processus nouvellement engagé a de bonnes chances de réussir, si nous prenons en compte l'énergie et la motivation des pays et des organisations internationales qui s'y sont de plus en plus engagés." Elle a annoncé qu' "elle prendra indubitablement de nouvelles mesures pratiques concernant les armes à sous-munitions" et qu'elle "s'engage à interdire les armes à sous-munitions." La Serbie considère en outre qu' "il est nécessaire de développer, entre autres, un cadre de coopération pour la dépollution et l'assistance aux pays dont les besoins sont les plus importants, un cadre qui prévoit également des mécanismes d'assistance plus efficaces pour les survivants d'armes à sous-munitions."²¹ La **Slovaquie** a exprimé son soutien au texte soumis à discussion à Lima. La **Slovénie** a soutenu la Déclaration d'Oslo mais n'a pas participé à la Conférence de Lima. En dépit de la déclaration faite par la **Suède** à la Conférence d'Oslo, selon laquelle les Forces Armées Suédoises "s'attendent à pouvoir conserver leurs armes à sous-munitions [BK90]," le Parlement suédois a décidé le 10 mai de soutenir "une interdiction des armes à sous-munitions en conformité avec la Déclaration d'Oslo." La Suède n'a pas participé à la Conférence de Lima. La **Suisse** a annoncé à la Conférence de Lima que "le Conseil fédéral a déclaré, dans une réponse à une motion parlementaire, que la loi fédérale sur la guerre allait être amendée par une interdiction frappant la production, le transfert, l'entreposage et l'utilisation d'armes à sous-munitions qui causent des inacceptables aux civils et que, en attendant l'entrée en vigueur de cette interdiction, la Suisse instaurerait un moratoire sur la production, le transfert, l'entreposage et l'utilisation de telles armes à sous-munitions." Cependant, il n'apparaît pas clairement quelles armes sont concernées par ce moratoire. Selon des informations fournies par HI Suisse, les armes à sous-munitions qui contiennent des sous-munitions M85 ne seront pas visées par ce moratoire. L'initiative parlementaire appelant à une interdiction totale des armes à sous-munitions est encore en attente d'être débattue au Conseil National. Elle devrait figurer à l'agenda en septembre 2007.²² La **Tanzanie** a rejoint le processus d'Oslo à la Conférence de Lima. Le **Tchad**, un pays affecté et non partie à la CCW, a rejoint le processus d'Oslo à Lima. Il s'est dit opposé à ce que l'on tolère des exceptions à l'interdiction frappant les armes à sous-munitions et a insisté sur la nécessité de continuer à soutenir financièrement l'assistance aux victimes. La **Thaïlande** a rejoint le processus d'Oslo à la Conférence de Lima. La Thaïlande a déclaré à Lima que "[le] processus de mise au point des textes devra être inclusif, avec une large base de soutien, et être progressif dans son rythme d'élaboration, encourageant et tenant compte des vues des divers détenteurs des enjeux et des parties concernées. Les expériences et difficultés actuelles rencontrées dans la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel valent la peine d'être prises en compte. Les obligations et les engagements renfermés dans ce futur accord devront pour cette raison être basés sur le caractère pratique et la réalité de sa mise en application ainsi que sur les différents niveaux de capacité nationale des pays affectés et des parties concernées." La **République tchèque** a dit lors de la Conférence de Lima qu'elle détruisait "un certain nombre de bombes RBK et de disséminateurs aériens KMGU" et que "des armes à sous-munitions entreposées en nombre limité ont été retirées du service et sont destinées à un retrait complet. (...) Au cours de la préparation d'un futur instrument légalement contraignant sur les armes à sous-munitions, il sera important de fixer des périodes transitoires et de décider, dès l'abord, quelles armes à sous-munitions seront visées par cet instrument." L'**Ukraine** n'a pas encore rejoint le processus d'Oslo mais a déclaré en juin que le problème de l'assistance aux victimes devra être abordé au cours des discussions sur les armes à sous-munitions. Le **Venezuela** a rejoint le processus d'Oslo à la Conférence de Lima et a participé à la Conférence de San José. Le Venezuela a déclaré que l'utilité militaire des armes à sous-munitions "ne repose sur aucune base substantielle" et a appelé à "se concentrer sur les victimes" comme le point clé d'un nouveau traité. Le Venezuela a appelé à "l'élimination complète des armes à sous-munitions." Le **Yémen** s'est joint au processus d'Oslo à la Conférence de Lima et a dit que la notion de "victime" des sous-munitions devait être étendue à l'ensemble de la famille des survivants. Le **Zambie** s'est jointe au processus d'Oslo à la Conférence de Lima. La Zambie a souligné l'importance de la coopération et de l'aide internationales et a dit que "des dispositions au niveau régional [étaient] à l'examen."

²¹ www.affectedstatesbelgrade2007.org

²² Selon Human Rights Watch, la Suisse entrepose trois types de projectiles d'artillerie de 155mm contenant des sous-munitions M85 avec dispositif d'autodestruction et des bombes de mortier MP-98 de 120mm contenant chacune 32 sous-munitions M85. La Suisse a acquis également l'arme amorcée par capteur SMArt-155 dans le cadre de son programme d'armement 2001. (HRW, *Survey of Cluster Munition Policy and Practice*, février 2007)

INVESTISSEMENTS DANS LES SOCIETES PRODUISANT DES ARMES A SOUS-MUNITIONS

AXA se désengage financièrement (en partie) des sociétés produisant des armes à sous-munitions - Le 17 juillet, la société de banque et d'assurance AXA, basée à Paris, a annoncé dans un communiqué de presse sa décision de retirer ses investissements des sociétés produisant des armes à sous-munitions. Cette décision démontre une analyse active de l'évolution du consensus international qui se développe autour de la nature illégale de certains armements et vient en prolongement de la politique déjà existante d'AXA relative aux mines antipersonnel. Cette politique couvre les investissements résultant des activités d'assurance du groupe AXA et ne concerne pas les avoirs gérés par AXA au profit de tierces parties.

Pour plus d'informations:

- www.axa.com
- www.handicap-international.org
- www.netwerk-vlaanderen.be

Progrès aux Pays-Bas et frémissements au Royaume-Uni - Deux films sur les investissements néerlandais dans les armes à sous-munitions ("The Cluster Bomb Feeling" et "Bank Secrets") ont suscité un intérêt considérable aux Pays-Bas ces derniers mois. Les deux films sont maintenant disponibles en néerlandais et en anglais. L'ONG Oxfam Novib a aussi publié un rapport sur les investissements de ABN-AMRO, Fortis, ING et Rabobank dans des sociétés produisant des armes à sous-munitions (BAE Systems, EADS, Fin meccanica spA Lockheed Martin, Rheinmetall AG, Saab AB et Thales). En réponse, IME, fonds d'investissement néerlandais dans les secteurs des métaux et de l'électrotechnique, a décidé d'exclure les sociétés impliquées dans la production de mines antipersonnel et de sous-munitions. Au Royaume-Uni, le journal The Observer rapporta le 19 août dernier que bon nombre de gestionnaires de fonds en Grande Bretagne ont indiqué qu'ils considèrent l'influence qu'ils peuvent exercer à leur niveau comme un problème éthique urgent en relation avec les investissements au Soudan et en Birmanie. Le fonds de pension Hermes a récemment écrit au conseil d'administration de BAE pour savoir s'il joue un rôle dans l'industrie des sous-munitions.

Pour plus d'informations:

- <http://zembla.vara.nl/English.2200.0.html>
- www.banktrack.org/?show=168&visitor=1
- www.oxfamnovib.nl/media/download/Rapporten/bankenrapport-engels.pdf
- <http://globalpensions.com/?id=me/17/news/27/46077/29>
- <http://observer.guardian.co.uk/business/story/0,,2151537,00.html>
- www.responsible-investor.com/beta

DERNIERES NOUVELLES DU TRAITE D'INTERDICTION DES MINES

Au 31 août 2007, 155 pays avaient adhéré au traité. Dans la liste des récents développements importants figurent l'accession au traité de l'**Irak** (15 août 2007) et du **Koweït** (31 juillet 2007). L'adhésion de l'Irak est particulièrement bienvenue, même s'il est probable qu'elle soulève beaucoup de questions en ce qui concerne l'application pratique du traité.

10 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord doivent encore adhérer au traité : l'**Arabie Saoudite**, **Bahreïn**, l'**Egypte**, les **Emirats Arabes Unis**, l'**Iran**, **Israël**, le **Liban**, le **Maroc**, **Oman**, et la **Syrie**.

La **Pologne** et les **Îles Marshall** restent les deux seuls pays signataires qui n'ont pas encore ratifié le traité.

Pour plus d'informations: www.icbl.org

Le 9 mai 2007, la Belgique a organisé un événement destiné à marquer le **dixième anniversaire du Traité d'Interdiction des Mines** et de la Conférence internationale pour une Interdiction mondiale des mines antipersonnel (Bruxelles, 24-27 juin 1997).

Pour plus d'informations: www.diplomatie.be

Pose de mines en Colombie - Selon la Campagne colombienne contre les mines antipersonnel (Campana Colombiana contra Minas, CCCM), les guérilleros de l'armée de libération nationale (ELN) ont posé de nouvelles mines dans la région de Micoahumado, dans la partie Sud du département de Bolivar,

à la fin mai. Quelques jours plus tard, selon des représentants de la communauté, la route a été déminée.
Pour plus d'informations: www.icbl.org/news/micoahumado_remined

NOUVELLES BREVES

Le Tribunal international pour les crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie (ICTY) condamne l'utilisation d'armes à sous-munitions à Zagreb en 1995. Le tribunal a condamné Milan Martić, un ancien leader de la minorité serbe de Croatie, pour la violation des lois de la guerre durant le conflit en Croatie en 1995, y compris l'utilisation d'armes à sous-munitions contre la ville de Zagreb les 2 et 3 mai 1995. Ces attaques par roquettes à sous-munitions auraient tué 7 civils et en auraient blessé 196 autres. Le jugement du tribunal fait bien comprendre que les roquettes utilisées par Martić étaient des armes frappant indistinctement, provoquant des pertes civiles inacceptables quand elles sont utilisées dans une zone habitée, même si des objectifs militaires légitimes y étaient implantés. Le préambule du jugement déclare que "du fait de ses caractéristiques et de sa portée de tir dans ce cas spécifique, le M-87 Orkan (roquette à sous-munitions) était incapable de toucher les cibles désignées. Pour ces raisons, le tribunal a jugé que le M-87 Orkan est une arme frappant sans discrimination dont l'utilisation dans des zones civiles densément peuplées, telle que la ville de Zagreb, provoquera des pertes sévères (...). Au vu des caractéristiques du M-87 Orkan, le tribunal a conclu que l'existence (...) d'objectifs militaires dans Zagreb n'avait rien à voir avec la question. L'argumentation de la défense a, en conséquence, été rejetée.

Plus d'information sur :

- www.un.org/icty/pressreal/2007/pr1162e-summary.htm
- http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1008990
- www.landmineaction.org/resources/resource.asp?resID=1067

"Le Japon a besoin de bombes à sous-munitions pour sa défense nationale" - Le Ministre japonais de la Défense a déclaré le 25 mai que "le Japon a besoin de bombes à sous-munitions pour sa défense nationale (...). Le problème avec les bombes à sous-munitions est qu'elles vont toutes être utilisées par la partie qui attaque," a-t-il déclaré à la presse. "Pour le Japon, c'est l'inverse: il y a 100% de chances que nous ne les utiliserons pas pour attaquer les autres, conformément à la présente Constitution." Le Ministre de la Défense a ajouté que le Japon possède de longues côtes maritimes et doit être équipé avec de telles armes afin d'être capable d'empêcher le débarquement de forces d'invasion parce qu'il est "très difficile" de protéger le pays une fois que de telles forces ont débarqué.

Pour plus d'informations:

- www.japantimes.co.jp/weekly/news/nn2007/nn20070602a2.htm
- www.mofa.go.jp/announce/press/2007/5/0525.html

"Les Forces japonaises d'autodéfense possèdent un énorme stock d'armes à sous-munitions. Le gouvernement maintient qu'elles seraient utiles pour repousser les troupes et les blindés ennemis qui essaieraient d'envahir le Japon. Mais dans le cas où elles seraient utilisées, il est plus que probable que des Japonais eux-mêmes seraient blessés. Qui plus est, dans un pays aussi densément peuplé que le Japon, jusqu'où exactement le gouvernement a-t-il l'intention d'utiliser ces armes à sous-munitions? Sans aucun doute, il y aura des appels plus fermes pour abolir ces armements, d'un point de vue humanitaire." (Asahi Shimbun, 14 mai 2007)

"Les armes à sous-munitions moins fiables en Finlande qu'au Liban" - Un capitaine de l'armée finlandaise à la retraite travaillant au Sud Liban a déclaré à la presse que "des douzaines, et même des centaines de sous-munitions équipées de mécanismes d'autodestruction sont trouvées chaque jour dans la région." Il fit aussi remarquer que les conditions dans lesquelles les tests sont effectués diffèrent de celles dans lesquelles les bombes sont utilisées. "Par exemple, lors des tests effectués par la Norvège, les obus étaient tirés vers une zone où les sous-munitions tombent sur un sol plat et dur, ce qui veut dire qu'elles explosent plus sûrement que dans le terrain accidenté du Sud Liban." Il ajouta, "en Finlande, dans une forêt de conifères où le sol est mou, les sous-munitions seraient encore moins fiables qu'au Liban." **Pour plus d'informations:** www.hs.fi/english/archive/2007/3

L'OTAN s'abstient d'utiliser des armes à sous-munitions en Afghanistan - "Si nous voulions utiliser nos forces sans restriction, nous vaincrons très rapidement," déclara un général français à l'AFP en juillet dernier. "C'est seulement parce que nous nous restreignons nous-mêmes, dans le but d'épargner des civils, que cela va prendre du temps. C'est pourquoi, par exemple, nous n'utilisons pas de bombes à sous-munitions ou d'autres armes qui nous permettraient de nettoyer rapidement une zone" dit le général

qui dirige la planification des opérations pour la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (ISAF) sous commandement de l'OTAN.

Pour plus d'informations: www.dailytimes.com.pk/default.asp?page=2007/07/07/story_7-7-2007_pg4_12

Convention des Nations-Unies sur les Droits des Personnes Handicapées

La Convention des Nations-Unies sur les Droits des Personnes handicapées a été ouverte aux signatures le 30 mars 2007. Au 31 août 2007, 102 signatures et 4 ratifications avaient été enregistrées, ainsi que 58 signatures du protocole facultatif.

Pour plus d'informations: www.un.org/french/disabilities/convention/

PUBLICATIONS RECENTES

Circle of Impact: The Fatal Footprint of Cluster Munitions on People and Communities, Handicap International, Bruxelles, mai 2007. C'est la première étude globale qui analyse l'impact des armes à sous-munitions sur les populations civiles au travers de données sur les accidents et de profils socio-économiques.

Lien: <http://en.handicapinternational.be/index.php?action=article&numero=467>

Cluster Bombs: the Case of Lebanon, publié par Australiens pour le Liban et l'Association médicale pour la prévention de la guerre (Australie), Canberra, avril 2007. Ce rapport contient des informations sur l'utilisation des armes à sous-munitions au Liban ainsi que des recommandations.

Lien: www.mapw.org.au/issues/Cluster%20report%20with%20cover.pdf

"Disarmament Insight" est un nouveau site Internet créé par le Forum de Genève et l'UNIDIR pour aider les spécialistes du désarmement à réfléchir d'une façon innovante sur la sécurité humaine. **Lien:** <http://disarmamentinsight.blogspot.com>

"For Whom the Little Bells Toll: Recent Judgments by International Tribunals on the Legality of Cluster Munitions" (août 2007), Virgil Wiebe, Article de recherche n°07-23, Faculté de Droit, Université de St Thomas. Les "petites cloches" se réfèrent aux petites sous-munitions en serbo-croate. Deux tribunaux internationaux ont récemment déclaré des accusés responsables de la mort de civils causée par des armes à sous-munitions. Cet article analyse en détail les deux jugements et expose les leçons à en tirer. **Lien:** <http://ssrn.com/abstract=1008990>

Humanitarian, Military, Technical and Legal Challenges of Cluster Munitions, CICR, Genève, mai 2007. Ce rapport contient les présentations, synthèses de discussions et comptes-rendus des rapporteurs sur les points clés soulevés pendant la réunion de Montreux (avril 2007). **Lien :** www.icrc.org

"Image Gallery on Cluster Munitions," Norwegian People Aid et la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC) ont créé une galerie virtuelle sur Internet avec des photos de sous-munitions et des clichés montrant les dégâts qu'elles produisent. **Lien:** <http://npaid.websys.no>

Survey of Cluster Munitions Produced and Stockpiled, Human Rights Watch, Washington DC, avril 2007.

Lien: http://hrw.org/doc/?t=arms_clusterbombs

AGENDA

18 septembre

10e anniversaire du Traité d'Interdiction des Mines, Oslo, Norvège

2-4 octobre

Forum international et conférence des Etats affectés par les sous-munitions, Belgrade, Serbie

30 octobre

Conférence régionale sur les armes à sous-munitions. Bruxelles, Belgique.

12 novembre

Lancement mondial du Rapport 2007 de l'Observatoire des Mines.

18-22 novembre

Huitième Conférence des Etats Parties au Traité d'Interdiction des Mines, Amman, Jordanie

5-7 décembre

Conférence de Vienne sur les armes à sous-munitions, Vienne, Autriche

18-22 février 2008

Conférence de Wellington sur les armes à sous-munitions, Wellington, Nouvelle Zélande

mai 2008

Conférence de Dublin sur les armes à sous-munitions, Dublin, Irlande

Davantage d'informations sur des événements de par le monde sur : www.icbl.org/campaign/calendar

Ont collaboré à ce numéro:

Ueli Ancken, Stan Brabant, François De Keersmaeker, Eva Fischer, Jean-Pierre Ferey, Paul Franck, Hayashi Akihito, Hugh Hosman, Ed Kenny, Katleen Maes, Thomas Nash, Miriam Struyk, Paul Vermeulen.

Coordination: Hildegard Vansintjan

Pour davantage d'informations:

Handicap International
rue de Spa, 67
1000 Bruxelles
BELGIQUE

Tél.: +32 2 280 16 01
policy.unit@handicap.be
www.handicapinternational.be